

Conférence-débat  
*Lucides face à la fin de l'histoire*  
Présentée par René Mouriaux, le 26 mars 2009

L'exhortation collective lancée par l'IHS-CGT conformément à ses finalités, « soyons lucides » utilise le bel adjectif formé à partir du latin « *lux* ». Le vocabulaire français sur la lumière provient aussi de deux autres termes latins, *lumen*, *clarus*<sup>1</sup> et plus rarement du grec *phôs*, *phôtos*. Nous sommes en présence d'un des symboles les plus riches comme l'eau, la terre, utilisé à foison par les religions mais aussi comme image de la connaissance par la philosophie. La recherche élucide, la vérité éclaire, la raison introduit les lumières contre l'obscurantisme. Comme le symbole dont elle est issue, la métaphore<sup>2</sup> comporte une ambivalence. Ce qui éclaire produit aussi l'ombre et parfois aveugle. Le sentiment de savoir donne naissance au dogmatisme. Trop forte, la lumière devient feu et brûle. L'introduction de la clarté bouscule les préjugés, les certitudes acquises. La lucidité n'apporte pas le repos.

Et pourtant, comprendre apporte du plaisir et aide à mieux agir. « *Doute de tout* » était la maxime intellectuelle de Marx. La crise économique que traverse le capitalisme contemporain requiert la clairvoyance. Suffit-il d'établir une nouvelle régulation ou peut-on entrevoir un tout autre possible ? La dernière hypothèse relève de la chimère aux yeux de la totalité du patronat, de la quasi-totalité des hommes politiques, des journalistes, des intellectuels.

« L'alternative » au capitalisme se heurte donc à « l'idéologie dominante ». Le concept, emprunté à Destutt de Tracy pour le substantif et probablement à Laplace pour l'adjectif, provient d'un ouvrage composé en 1845-1846 par Karl Marx et Friedrich Engels et demeuré inédit jusqu'en 1932. Il se définit par cinq traits.

Tout d'abord, la problématique marxienne commence par un renversement. Au primat de la pensée, elle oppose celui des conditions de la vie. Le christianisme, la philosophie hégélienne, placent au commencement de tout la vérité, le concept, la raison. « *Pour vivre, il faut avant tout boire, manger, se loger, s'habiller et quelques autres choses encore* » (*L'idéologie allemande*. Paris, Ed. Sociales, 1968, p. 57). L'homme se consacre à cette activité matérielle et c'est à partir d'elle qu'il forge les représentations de son existence. D'où la célèbre proposition : « *Ce n'est pas la conscience qui détermine la vie, c'est la vie qui détermine la conscience* » (I.A. *Op.cit.* p. 51).

Le renversement marxien ne signifie pas le désintérêt à l'égard de la conscience. Bien au contraire, la spécificité de l'animal rationnel consiste précisément dans sa capacité à se représenter et à représenter le monde pour se l'approprier. Marx décompose le mot « *Bewusstsein* », conscience, en ses deux éléments : « *Das bewusste Sein* », l'être conscient : « *la conscience ne peut jamais être autre chose que l'Être conscient et l'Être de l'homme est leur processus de vie réelle* » (I.A. *Op.cit.* p. 50). Un tel énoncé a pour corollaire la définition de l'homme comme « *l'ensemble des rapports sociaux* » (I.A. *Op. cit.* p. 33) construit par et dans l'activité des hommes. Pas de conscience sans outils et mots. « *Le langage est aussi*

---

<sup>1</sup> Il faut ajouter diurnum qui a donné jour.

<sup>2</sup> Dans le discours philosophique sur la connaissance, à la métaphore de la lumière est associée celle des miroirs.

*vieux que la conscience – le langage est la conscience réelle, pratique* » (I.A. *Op. cit.* p. 59).

Au fur et à mesure que la civilisation – le monde propre de l'homme – se développe, la division du travail s'accroît, la ville se sépare de la campagne. « *La division du travail (...) se manifeste aussi dans la classe dominante sous la forme de division entre travail intellectuel et travail matériel, si bien que nous aurons deux catégories d'individus au sein de la même classe* » (I.A. *Op. cit.* p. 76). Les penseurs viennent à l'appui des entrepreneurs. *Le Nouvel Observateur* du 9 au 15 octobre 2008 a consacré une enquête sur « *le pouvoir intellectuel en France* ». « *Cinquante maîtres à penser d'aujourd'hui* » sont repérés. D'abord Claude Lévi-Strauss, Pierre Rosanvallon, Michel Marzano, Pierre Nora. Très peu d'homme de gauche appartiennent à ce gotha : Alain Badiou, Michel Onfray, Gérard Mauger. La méthodologie de cet inventaire ne brille pas par la rigueur. Ses résultats montrent bien à quel point la pensée critique est marginalisée. Quel que soit l'intérêt de l'œuvre de Lévi-Strauss entrée dans la collection *La Pléiade* avant Aristote, Thomas d'Aquin, Hegel, son structuralisme n'en représente pas moins une idéologie conservatrice, avec l'affirmation d'invariants. Les penseurs reconnus d'une époque sont d'abord ceux qui sont en accord avec les représentations communes de l'époque. « *Les pensées de la classe dominante sont aussi à toutes les époques les pensées dominantes* » (I.A. *Op. cit.* p. 75).

Au service du pouvoir, les prêtres, les idéologues justifient l'ordre social existant. Leur travail vise à assurer le ralliement des masses aux détenteurs de l'autorité « légitime », à les détourner de toute tentation de révolte et donc des idées critiques et finalement à fournir les cadres cognitifs qui assurent la perception « correcte » du monde. Pour ce faire, l'idéologie dominante opère une inversion. « *Si dans toute idéologie les hommes et leurs rapports nous apparaissent placés la tête en bas comme dans une caméra obscure (chambre noire), ce phénomène découle de leur processus de vie, absolument comme le renversement des objets sur la rétine découle de son processus de vie directement physique.* » (I.A. *Op.cit.* pp. 50-51). Dans le capitalisme, les patrons, les économistes officiels croient au primat des détenteurs des moyens de production parce que cette apparence leur semble évidente. Dans sa contribution aux *Philosophes d'hier et d'aujourd'hui* (*Le Monde de la philosophie*, 2008, p. 54), Jean-Claude Milner avance avec aplomb : « *le capitalisme a besoin à la fois que la plus-value existe et qu'aucun capitaliste n'arrive à comprendre qu'elle existe.* »

Enfin, l'idéologie dominante contribue à modifier la base économique. La position qui est énoncée dans la lettre à Conrad Schmidt du 27 octobre 1890 se trouve t-elle dans *L'idéologie allemande* ? Certes le texte comporte des formulations très unilatérales comme « *l'idéologie n'a pas d'histoire* » (I.A. *Op.cit.* p. 51 et p. 108). Il serait étonnant que le renversement de la dialectique entraîne la suppression de la rétroaction. L'influence des représentations, juridiques et religieuses, est d'autant plus présente à la pensée de Marx qu'il en a besoin pour comprendre les conflits qui surviennent entre elles et le développement des forces productives. Quoique encore un peu tâtonnante dans la formalisation de cette contradiction, *L'idéologie allemande* indique le rôle des valeurs dans le fonctionnement de la société féodale, « *honneur, fidélité, etc.* » (I.A. *Op.cit.* p. 76) et les rigidités qu'imposait le « *patriarcat des corporations* » (I.A. *Op.cit.* p. 85).

Ce dernier point appellerait des développements, en raison précisément des prolongements qu'a connus *L'idéologie allemande*. La coupure effectuée par Louis

Althusser entre objets et représentations impose une révision structurale du marxisme qui le conduit dans son édition du Livre I du *Capital* (Garnier-Flammarion, 1969) à retirer le sous-titre « *critique de l'économie politique* », Kritik der politische Ökonomie. L'abandon de la dialectique se paie.

La problématique marxienne de l'idéologie et de l'idéologie dominante n'a pas été créée de toute pièce par Marx. Il avait été frappé dans le *Faust* de Goethe par l'affirmation selon laquelle les idées maîtresses d'une époque étaient celles des maîtres. Le penseur a été influencé par Adolphe Quetelet et son « *homme moyen* », par Pierre Simon de Laplace dont *L'essai philosophique sur les probabilités* (IP12) envisage « *les opinions dominantes* » dans les assemblées. Dans notre présentation de la problématique esquissée avec puissance par les auteurs de *L'idéologie allemande*, nous nous en sommes tenus à ce texte, pour ne pas entrer dans les questions de l'évolution de la problématique marxienne traitée notamment par Patrick Tort (1988, 2<sup>e</sup> éd. 2006). Ce dernier philosophe oppose la prédominance du reflet dans la contribution de 1845-1846 à celle de mystification calculée dans le *Capital*, par appropriation des historiens de la religion égyptienne. Comme Isabelle Garo (thèse 1996, livre au Seuil, 2000) nous percevons moins une opposition qu'un approfondissement, moins une bifurcation qu'une complexification. Pas plus que nous n'avons abordé les débats sur le reflet nous contentant de parler de représentation<sup>3</sup>, nous n'avons examiné l'utilisation par le « diamat » du couple infrastructure, superstructure, à partir d'un passage de la préface de la *Contribution* de 1859. Remarquons seulement que Marx n'utilise par le terme d'*Unterbau* mais celui de *Basis* (ou *Grundlage*, voire *Untertage*). *Überbau* apparaît très rarement et une seule fois dans *L'idéologie allemande*. Sans ignorer tout ce contexte, nous nous sommes attaché à rendre compte du jaillissement originaire toujours aussi stimulant. Quand l'aronien Jean Baechler se pose la question *Qu'est-ce que l'idéologie ?* (Gallimard, Coll. Idées, 1976, 405p.), le sociologue montre l'étendue de sa dette envers Marx. Il distingue cinq fonctions : le ralliement, la justification, le voilement, la désignation, la perception, ce qui est fort proche du discours marxien. La différence principale réside dans une atténuation, le passage de l'inversion au voilement.

Dans sa diffusion, l'idéologie dominante utilise tous les registres possibles, images, sons, paroles, à partir de l'État, des entreprises, de l'école, de la presse. Elle utilise toutes les ressources de la rhétorique, en particulier celles fournies par la polysémie des mots.

L'idéologie dominante rencontre des résistances. À l'époque du capitalisme, le mouvement ouvrier se dresse contre l'hégémonie libérale. Le socialisme (terme attesté en 1831 en français dans *Le Semeur*), le communisme (1840), le syndicalisme (1894) dans leur combat pour l'émancipation mènent la « bataille des idées », formule qui se trouve dans la préface de la *Guerre des paysans* de 1874. L'affrontement politique et économique comporte une dimension idéologique. La confrontation entre classes s'effectue à travers les mots, sur les mots qui désignent les choses – l'humanité vit dans une ergo logosphère.

L'idéologie dominante stigmatise des mots, en valorise d'autres. Elle joue sur la multiplicité des sens pour faire passer les sens. Je parle comme vous pour que vous pensiez comme moi, note Barbara Cassin à propos du discours sarkozyste (« *Sarkozy*

---

<sup>3</sup> En allemand, reflet se dit *Widerspiegelung*, représentation *Vorstellung*. Toutefois, chez Hegel, ce dernier terme équivaut à reflet abstrait par opposition à *Darstellung*, mise en scène vivante. Mikail Bakhtine avance le concept de *réfraction*, très riche.

*m'a tuer*». *Le Monde* 1-2 mars 2009). La polysémie des termes provient de trois processus.

Tout d'abord, la pluralité de signification du même vocable peut résulter d'une cause accidentelle, une évolution phonétique conduisant à l'unification de deux termes distincts. Ainsi, en français, le même vocable « neuf » provient de *novem* (qui donne aussi novembre) et de *novus*, d'où la rencontre entre le nombre « neuf » et l'adjectif qualificatif « qui n'est pas usagé ».

L'équivocité des mots provient aussi de leur bourgeonnement, de leur déplacement sémantique. Bureau en fournit un cas exemplaire, d'abord morceau de bure puis le meuble sur lequel il est posé, puis la pièce où se trouve le meuble, puis le service qu'il abrite, enfin la direction d'un parti, d'un syndicat, d'une association. Le premier livre de l'*Organon*, *Les Catégories*, examine le phénomène de l'homonymie. Révolution signifie au départ le mouvement régulier d'un astre et ensuite un changement brusque et violent dans l'ordre politique, économique, social.

Enfin, la polysémie existe en raison de conceptions différentes d'un objet, d'une réalité. Les traducteurs sont confrontés à la spécificité des dénotations et des connotations entre langues. À l'intérieur de la même nation, à un moment déterminé, un vocable peut être compris en des sens différents. Descartes réclamait en philosophie la constitution d'un vocabulaire univoque (*Reguale* XII.5). L'entente s'avère être impossible et André Lalande ne peut que dresser le catalogue des multiples acceptions du vocabulaire philosophique. Pour des raisons théoriques et pratiques, les hommes divergent sur la conception de la liberté, de la justice, du bien commun, du mérite. L'histoire n'échappe pas à ce pluralisme sémantique. Le réactionnaire met en évidence le déclin, le conservateur, la récurrence, le moderniste, le progrès, le prophète, l'utopie. L'approche révolutionnaire, dialectique, s'attache à l'articulation entre l'encore-là (passé-présent), le déjà-là (présent-futur) et le pas encore (futur-futur)<sup>4</sup>. Après les grands chocs des deux guerres mondiales, du génocide juif, d'Hiroshima, du désastre du stalinisme, l'idée de révolution est carbonisée (pour combien de temps ?) et celle d'amélioration continue ébranlée. Contrairement à l'image du *Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte* empruntée à l'*Hamlet* de Shakespeare, la taupe ne creuse plus. En tout cas, l'idéologie dominante l'affirme-t-elle, en s'attaquant à l'histoire, soit frontalement, soit de manière contournée, ce que nous allons tenter d'analyser avant d'envisager la contre-attaque.

## **I. L'attaque frontale contre l'histoire - Francis Fukuyama**

En 1989, *The National Interest* publie aux États-Unis un article de Francis Fukuyama (n°16) « *La fin de l'histoire ?* » qui rencontre un large écho. L'économiste cristallise un thème de l'idéologie dominante, la disparition de tout devenir pour les sociétés humaines, libéralisme et capitalisme ayant clos leur capacité de développement, hormis de minimes variations.

Le groupe de mots figé, la lexie « *fin de l'histoire* » n'avait pas de sens pour les Grecs de l'Antiquité. Les mythes diffusent la conception d'un monde éternel et éternellement identique. La philosophie et les sciences qui fleurissent à partir du cinquième siècle avant Jésus-Christ ne rompent que partiellement avec cette vision des choses. L'histoire inventée par Hérodote (485-425) introduit une certaine dose

---

<sup>4</sup> Sans doute conviendrait-il mieux de parler des histoires, comme des philosophies, des sociologies, des linguistiques, des sciences politiques. La réplique des chercheurs restés au Cevipof, aux scissionnistes rejoignant le Centre d'études européennes est d'un positivisme rafraîchissant (*Le Monde*, 17 mars 2009).

de rationalisme. Aristote exprime jusqu'où va la prise de conscience de la temporalité humaine. Dans *l'Éthique à Nicomaque* (III.2), il définit l'histoire en avançant que « *les causes de ce qui se produit sont, semble-t-il, la nature, la nécessité, la chance mais aussi l'intelligence et tout ce qui suppose l'intervention de l'homme* ». Comme l'enseignaient déjà les sophistes, les hommes sont capables d'inventer un progrès limité par leur nature originaire.

Le christianisme est fréquemment crédité d'une rupture complète avec le fixisme cyclique de l'Antiquité. La proposition appelle deux remarques qui relativisent considérablement le propos. Tout d'abord, le dualisme de la religion d'État depuis Constantin place l'histoire sacrée au dessus de la profane sans que leur relation soit véritablement explicitée ainsi qu'en témoigne la *Cité du Dieu* d'Augustin. En second lieu, la dramaturgie chrétienne comporte le péché originel, le *Kénose* (l'abaissement du fils de Dieu incarné et mis à mort) et la *Parousie* met en jeu la nature humaine d'abord altérée, puis rachetée, enfin exhaussée, donc identique et cependant élevée à une nouvelle dignité (*felix culpa*). Les deux alliances conduisent à une fin de l'histoire.

Au Moyen-âge, la sécularisation de la société progresse avec la constitution de la bourgeoisie. La Réforme se tourne vers le christianisme primitif et la Renaissance vers les lettres antiques. Pareille restauration fraie le chemin de la modernité. Le libre examen donne naissance à une exégèse décapante. L'expérimentation rompt avec la scolastique. La révolution copernicienne, la découverte de la Terre, l'innovation de l'imprimerie génèrent un monde inédit où s'affirme une science renouvelée sous le nom de « économie politique » que lui donne Antoine de Montchrestien (1615). Sous l'effet de l'extension du commerce, de la banque, et bientôt de l'industrie, la temporalité s'affranchit du rythme agraire et de son encadrement liturgique. Appuyé sur une érudition considérable, Henri Hauser conclue que « *un esprit de 'lutte de classe' souffle déjà dans les grèves comme celles qui troublent la typographie lyonnaise puis aussi la parisienne, de 1559 à 1571* » (*La modernité du XVIe siècle*. Paris, Alcan, 1930, p. 102). La stabilisation tentée par le classicisme est vite taradée par une « *crise de conscience* » explicitée par Paul Hazard. Le mouvement des idées, des mœurs, des rapports sociaux, conduit à l'ère des Lumières, à l'expansion de l'histoire-science et l'apparition d'une philosophie de l'histoire. Sans être isolable du contexte européen et mondial, l'expérience de la Révolution française traduit les contradictions transformatrices de la bourgeoisie et les oppositions auxquelles sa domination est confrontée. Le capitalisme engendre le prolétariat et le mouvement ouvrier. Dans le cas français, ce dernier entend prolonger 1789 en réalisant l'émancipation du « Quart État ».

En dépit de ses travers et finalement du travestissement qu'elle a permis des visées émancipatrices du marxisme<sup>5</sup>, la révolution d'Octobre 1917 apparaît en France comme l'accomplissement de 1789 et comme la concrétisation de la Commune de Paris. Pour l'idéologie dominante, l'interprétation des deux grands soulèvements français et russe représente un problème clé.

Après bien d'autres tentatives similaires, la contribution de Francis Fukuyama arrive dans une conjoncture favorable. Le bicentenaire de la Révolution française donne lieu à une commémoration officielle comparable à un enterrement que l'ex-stalinien François Furet s'était empressé d'annoncer dans *Penser la Révolution française* paru en 1979, l'année où Jean-François Lyotard proclamait « *la mort des grands récits* » dans *La condition post-moderne*.

La chute du mur de Berlin en 1989 et l'effondrement de l'URSS en 1991 viennent à l'appui de la thèse de Fukuyama qu'il amplifie dans *The end of history and the last man* (the Free Press), immédiatement traduit en français *La fin de l'histoire et le dernier homme* (Flammarion, Coll. Champs, 1992).

Long de 451 pages, l'ouvrage développe quatre propositions fondamentales. En premier lieu, le pessimisme envers le progrès qui caractérise la culture « post-moderne », après Hiroshima, après le 11 septembre serions-nous tenté d'ajouter dans l'esprit de l'auteur, est compréhensible et cependant il convient de l'atténuer en soulignant la tendance contemporaine d'une libéralisation des sociétés.

La deuxième grande affirmation porte sur l'établissement d'une histoire universelle, impulsée par la diffusion mondiale de la physique moderne.

Le troisième point porte sur le moteur qui a propulsé jusqu'ici l'histoire. Francis Fukuyama prend appui sur la dialectique hégélienne du maître et de l'esclave. La lutte pour la reconnaissance vaut pour l'ensemble des phénomènes humains, y compris les relations internationales.

Enfin, Francis Fukuyama écarte l'idée d'un dépassement de la société des droits de l'homme à laquelle les processus antérieurs nous ont conduits. Ni prolétaires désaliénés, ni surhommes : ni Marx, ni Nietzsche ne fournissent une clé pour un avenir autre que la reconnaissance mutuelle dans et par la liberté et l'égalité.

---

<sup>5</sup> Le stalinisme a doublement trahi le marxisme originaire. D'une part, sur le plan théorique, il l'a réduit à un matérialisme mécaniste et déterministe dans une forme catéchétique et sous un statut de philosophie officielle. Sur le plan pratique dans le cadre d'une politique de répression terrible aussi bien pour les masses que pour les membres du PCUS, il a combiné un moralisme réactionnaire (l'homosexualité fut rétablie comme crime par une loi de juin 1934), l'antisémitisme, un hiérarchisme aigu dans le travail, un nationalisme pro-russe aboutissant de 1939 à 1941 à une alliance contre-nature. Un tel constat ne signifie pas que la révolution d'Octobre 1917 n'ait apporté aucun changement en URSS et dans le monde, ni que le marxisme soit réductible au stalinisme (Antonio Gramsci, Wilhelm Reich, Leon Trotsky et bien d'autres prouvent le contraire), ni qu'il faille accepter l'égalité entre stalinisme et fascisme. Le concept de totalitarisme met sur le même plan un particularisme terroriste et un universalisme dévoyé. Le travail de compréhension critique réclame rigueur conceptuelle et maîtrise des données historiques. Pour utiliser une formule de Domenico Losurdo (Éditions Delge, 2000), il ne faut fuir ni la théorie ni l'histoire.

Étayée par une masse d'informations, la thèse de Francis Fukuyama a le mérite de la cohérence. Sans doute, pêche-t-elle par quelques simplifications pour ne pas dire simplisme. Nous marquerons des réserves sur les quatre propositions de base.

Tout d'abord, la critique du progrès s'avère assez superficielle. Elle ignore les écrits de Walter Benjamin sur le sujet. Elle ne distingue pas entre idéologie et réalités du progrès dans la connaissance, les techniques, le niveau de vie. Un peu de dialectique évite de reprendre une représentation linéaire et cumulative de l'évolution humaine. Sans concéder quoique ce soit à la téléologie, comme Daniel Bensaïd y invite justement dans *Marx l'intempestif* (Fayard, 1995), il est raisonnable de penser que la disparition de l'esclavage puis du servage furent bénéfiques à l'humanité, même si le salariat n'est pas un paradis. La question refusée par Francis Fukuyama porte sur la possibilité de sortir du mythe de Sisyphe, de changer plutôt que de corriger indéfiniment le système économique reposant sur la propriété privée. Denis Collin l'aborde de front dans *Le cauchemar de Marx. Le capitalisme est-il une histoire sans fin ?* (Max Milo, 2009).

Nous sommes bien entrés dans une histoire universelle, non fondamentalement par la diffusion de la physique moderne, belle approche techniciste, mais par l'extension du commerce au XVI<sup>e</sup> siècle et la découverte de la terre, lecture à la fois économique, socio-politique et intellectuelle du capitalisme marchand, précédant l'industriel.

L'interprétation que propose Fukuyama d'une des figures de la *Phénoménologie de l'esprit* est empruntée à Alexandre Kojève. Pour l'animateur du célèbre séminaire des années 1933-1939 réuni et publié par Raymond Queneau (Gallimard, 1947), la dialectique maître / esclave est une étape importante dans le chemin qui conduit de la certitude sensible au savoir absolu mais seulement une étape. La reconnaissance de l'autre n'achève pas le processus d'accès au vrai qui est identiquement celui à la liberté. L'idée que défend Alexandre Kojève d'un arrêt de l'évolution humaine n'appartient pas à Hegel et la spécialiste Gwendoline Jarczyk, après avoir qualifié la contribution de Fukuyama de « *livre brillant* », l'estime viciée par une lecture de Hegel « *que l'on avait cru définitivement vouée à l'oubli* » (Gwendoline Jarczyk et Pierre-Jean Labarrière, *De Kojève à Hegel*, Paris, Albin Michel, 1996, p. 104). Présentant une nouvelle traduction de la *Philosophie de l'histoire* de Hegel, Myriam Bienenstock souligne l'absence « *d'eschatologie* » (Livre de poche, coll. la Pochothèque, 2009, p. 22)

Quant au parallèle entre Marx et Nietzsche, pont-aux-ânes des contempteurs de la « *philosophie du soupçon* » (il manque Freud), il repose sur une double méprise. Comme l'a bien établi Lucien Sève, le surhomme de Nietzsche est une sublimation de l'individu concurrentiel de l'époque capitaliste (*L'homme ?* Paris, La Dispute, 2008, pp. 226-254). Pour sa part, Marx n'a jamais envisagé une clôture de l'histoire. Certes, il admet que « *se trouvent donnés un résultat matériel, une somme de forces productives, un rapport avec la nature et entre les individus, créés historiquement et transmis à chaque générations* » (I.A. *Op. cit.* p. 70), bref, une « fin » transitoire. La sortie du capitalisme ne signifie pas l'arrêt de tout changement, bien au contraire, elle marquera selon la formule de *La critique de l'économie politique*, 1859, « *l'achèvement de la préhistoire* ».

Les objections opposables à la thèse de Fukuyama ne sont pas entendues. La crise qui ébranle le capitalisme « globalisé » a-t-elle plus de chance d'ouvrir les yeux sur les contradictions du système ? Le magazine *Philosophie* consacre son dossier de

février 2009 (N°26) à la question : « *Comment peut-on être anticapitaliste ?* ». L'éditorialiste Alexandre Lacroix estime que les « *alternatives sont aussi désirables qu'irréalistes* ». La tourmente financière puis économique-financière est analysée par Francis Fukuyama dans « *la chute d'America Inc* » (*Le Monde*, 10 octobre 2008). L'auteur de « *La fin de l'histoire* » maintient sa thèse. Pas d'alternative. Le système est le bon et le terme de l'aventure humaine. Le reaganisme l'a dévoyé. Il faut corriger les deux erreurs du consensus de Washington : réguler à nouveau et refiscaliser. Les USA doivent tourner le dos à la politique extérieure de George W. Bush. L'entente avec le reste du monde est une priorité. La thématique de la lutte pour la reconnaissance est reprise, voile délicat de l'impérialisme étatsunien.

## II. Procédures indirectes de dévalorisation de l'histoire

L'idéologie dominante entend priver les exploités de tout espoir en une alternative. No future. Il n'y a pas d'autre monde que l'actuel. L'attaque contre un à-venir possible, socialiste, communiste ne s'effectue pas toujours de manière frontale comme l'a menée Francis Fukuyama. La relativisation de l'histoire comme processus transformateur est aussi opérée de manière latérale, par deux voies inversées mais identiques dans leur unilatéralité.

La première chloroformisation de l'histoire résulte d'une approche « continuiste » : *Nil novi sub sole*, rien de nouveau sous le soleil. Parmi les certitudes les plus ancrées du libéralisme, le caractère immuable de la nature humaine se situe au premier rang. Fondamentalement, l'homme est et restera égoïste. La force du marché provient de ce que la concurrence des appétits individuels génère la création des richesses pour tous ceux qui y participent. Réussite de la main invisible que les crises suspendent temporairement. La continuité prévaut dans la marche des affaires humaines et un suffixe, « néo », par toujours utilisé avec cette intention, assure la diffusion de cette représentation stable de l'histoire. Le changement est pointé par son emploi mais finalement il est considérablement relativisé par l'affirmation de ce qu'il est censé dénoter. Qualifier le keynésianisme de « néo-libéralisme » ne revient-il pas à réduire la portée de la révolution apportée par *The general theory* ?

Le thème du « retour » est une variante de la néologisation. L'État, la régulation, le social, l'autorité, etc. sont périodiquement annoncés comme revenant sur la scène après une éclipse qui est constatée et non expliquée. De même, l'appel à des « idées neuves » effectué pour ne pas considérer en face un changement de politique économique par la prise en compte de propositions critiques réellement alternatives, laisse place au recyclage de concepts anciens. Ainsi, Pierre Rosanvallon, après avoir animé la Fondation Saint-Simon, promeut-il (avec Alain) « *La République des idées* »

Expression et instrument de l'idéologie dominante contemporaine, Nicolas Sarkozy chef de l'État utilise, comme ses prédécesseurs, l'histoire nationale pour se poser en rassembleur et justifier sa politique. Particulièrement éhontée, son instrumentalisation du passé efface les conflits, simplifie les legs. Il bricole un discours assez incohérent puisque – Michèle Riot-Sarcey le montre dans *Comment Nicolas Sarkozy écrit l'histoire de France* (Agone, 2008) – le chef de l'État récuse l'idée d'une fin de l'histoire et la met en œuvre en proclamant le triomphe de la civilisation occidentale et de ses valeurs « éternelles », liberté, travail, mérite, propriété. Au total, le discours sarkozyen expose une vision continuiste de l'histoire, dépolitisée, décontextualisée. Il bricole un récit national, libéral. À Périgueux, Nicolas Sarkozy brosse ce tableau « gris sur gris » : « *La République fraternelle, c'est celle*



*d'Eugène Leroy et des croquants, celle de Mirabeau et des droits de l'homme, celle de Victor Hugo et des Misérables, celle de Jules Ferry et des instituteurs, celle de Jaurès, des dreyfusards, celle du général de Gaulle et des Français libres. »*

À l'opposé de la lecture continuiste, la conception discontinuiste de l'aventure humaine contribue ainsi à la dévitalisation de l'histoire objective et à la dévalorisation de l'histoire-science. Elle est favorisée par la montée de la linguistique comme modèle des sciences humaines et sociales ainsi que de l'épanouissement du structuralisme dans les années 1960. La réduction saussurienne du langage à un système stable écarte sa relation avec la société et son évolution. Le structuralisme s'oppose explicitement au marxisme. Dans *La pensée sauvage* (1962), Claude Lévi-Strauss pousse l'audace jusqu'à affirmer que dans ses meilleures pages, Marx récuse tout sens à l'histoire.

L'influence du structuralisme est perceptible chez Pierre Bourdieu dont les analyses souffrent d'un manque d'historicité (cf *Liaisons* n°26, août 2007 : 25-31). Elle éclate dans l'œuvre de Michel Foucault, qui se consacre à l'étude d'épistémès successives. Pierre Vilar a repris dans *Une histoire en construction* (Gallimard, Seuil, 1982) un article critique du livre *Les mots et les choses* (Gallimard, 1966). L'historien marxiste reproche au philosophe, outre une érudition souvent défectueuse, une périodisation imprécise, une subordination des choses aux mots, l'imposition d'une problématique non dialectique. Savante chez Michel Foucault, l'approche discontinuiste prend une tournure souvent plus sommaire chez les doctrinaires des divers « post ». L'utilisation du préfixe permet en effet de reléguer dans un passé révolu ce qu'il « dénote » (ce qu'il ajoute comme sens) : post-capitalisme, post-marxisme, post-moderne. Daniel Bell avec sa *Société post-industrielle* (1973, traduction française 1976) relègue aux oubliettes de l'histoire le prolétariat industriel, la lutte des classes, la révolution, le marxisme. Le rapport de Simon Nora – Alain Minc, *L'informatisation de la société* (1978), amplifie la thèse de la tertiarisation du monde.

Après « *le grand cauchemar des années 1980* » assez bien décrit par François Cusset, la proclamation d'une rupture avec le passé contestataire et industriel s'amplifie. La thématique de « *la fin du travail* » est avancée par Dominique Méda (1995), Robert Castels (1996) et Jérémy Rifkin (traduction française, 1996). Anne-Marie Grozelier pointe toutes les contradictions de cette idéologie dans *Pour en finir avec la fin du travail* (1998). Le livre se vend mal. Les difficultés sociales provoquées par le chômage, le besoin de motiver les salariés concourent à reléguer aux oubliettes la thématique de la fin du travail.

Toujours avec le souci d'instaurer une coupure avec un passé d'affrontements politiques et idéologiques, l'OCDE lance le concept de « *société de la connaissance* » ou de « *capitalisme cognitif* ». Il est repris par l'UE au Sommet de Lisbonne (2003), diffusé en France notamment par le Conseil économique et social (2005). Là encore, les affrontements entre capital et travail sont enterrés avec un passé révolu, le présent s'inscrit et s'écrit sous le signe de la coopération, de l'échange, de la solidarité dans un savoir partagé.

Le discontinuisme nourrit le « présentisme ». Le passé relève du patrimoine. S'il est évoqué pour éclairer le présent, il est immédiatement qualifié d'approche « rétro ». Dans la presse et les interventions politiques les plus courantes, des oppositions binaires sont assénées : archaïque / moderne (ou post-moderne), classe sociale / individu, lutte / consensus, sécurité sociale / risque (ou risquophile),

marxisme / libéralisme, idéologie / pragmatisme, révolution / réforme. Continuisme et discontinuisme se combinent pour délégitimer toute approche dialectique, progressiste, critique. Illustration de cette conjoncture intellectuelle : en avril 2009, Renault choisit comme designer un jeune néerlandais favorable au « néo-rétro ».

### **III. Contribution de l'IHS à la bataille des idées**

Selon ses statuts de 1982, l'IHS-CGT accomplit trois missions principales : en liaison avec le Centre d'archives, il assure la conservation de la mémoire de la Confédération, il contribue à la diffusion en son sein de la diffusion des connaissances scientifiques évolutives en matière d'histoire sociale, il participe aux débats contemporains qui traversent cette discipline. L'intervention de l'IHS dans l'actualité s'est concrétisée par exemple par la tenue d'un Colloque sur « *L'histoire sociale dans l'enseignement secondaire* » (18-19 novembre 1983), par des prises de position sur les lois mémorielles ou sur l'usage de l'histoire de France par Nicolas Sarkozy.

Sans revenir sur les analyses proposées lors de la Conférence du 10 mars 2006 sur « *Place et rôle de l'histoire* », je voudrais brièvement consacrer cette troisième partie à la présentation des deux principaux objectifs de l'Institut dans ses interventions sur la bataille des idées de l'époque.

Tout d'abord, l'IHS-CGT se préoccupe des instrumentalisation du passé et des ruses de l'idéologie dominante pour détourner d'une alternative au libéralisme et au capitalisme. Il le fait avec ses modestes moyens, notamment à l'occasion de la parution des *Cahiers d'histoire sociale* dont l'éditorial, en général, est consacré à l'examen de l'actualité. En décortiquant la polysémie d'une quarantaine de termes, LUCIDES aide les militantes et les militants à prendre conscience de l'enjeu que représentent les mots piégés par lesquels les libéraux imposent leurs vues et à acquérir leur autonomie par l'explication des revendications, des moyens d'action, des visées émancipatrices du mouvement syndical, à la fois réformiste et transformateur, de masse et de classe.

En second lieu, hostile à toute histoire officielle de la CGT et à une référence obligée à une école particulière, l'IHS-CGT entend promouvoir et pratiquer une histoire pluraliste, critique, scientifique et pour ce faire, souhaite établir une collaboration avec toutes celles et ceux qui partagent cette ambition.

Multicausale, une histoire en construction s'attache à expliciter les processus qui entrelacent les déterminations objectives, les représentations des acteurs, le choc des événements, l'intervention du hasard. L'histoire-science ne relève pas d'une conception unique. La problématique de la fin de l'histoire le manifeste de manière exemplaire. De manière chaotique et quelque peu bégayante, l'évolution de l'humanité se poursuit en raison d'une triple donnée : protagonistes aux prises, enjeux de civilisation, construction de conjonctures inédites. Toutes les dénégations et l'incertitude des possibles n'empêchent pas que les classes sociales continuent de s'affronter sur l'immédiat et sur le long terme, dans une société dont les contradictions internes révélées par des crises périodiques suscitent une opposition à la triple dimension, politique, économique, idéologique. Le combat pour une histoire objective ouverte sur un avenir « alternatif » est inséparable de celui pour une histoire-science rigoureuse. En élargissant le propos et pour finir par où nous avons commencé, avançons que nous devons être lucides pour être pleinement syndicalistes et être syndicalistes pour être pleinement lucides.